

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21825 - 80ÈME ANNÉE

CONCRÉTISER L'APPEL D'ANTANANARIVO POUR LA SÉCURITÉ ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRES DE LA COI

Le Sommet de la COI du 24 avril a marqué une nouvelle étape pour les pays de notre région dont La Réunion. Il s'agit de concrétiser l'Appel d'Antananarivo pour la sécurité et la souveraineté alimentaires de la COI. Un comité de pilotage travaille déjà à la création d'un espace agricole régional regroupant les Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. L'avenir de notre région se décide maintenant. Il importe que les Réunionnais puissent participer directement aux négociations pour la création de l'espace agricole régional qui préfigure la Communauté de l'océan Indien basée sur le co-développement. Cela signifie notamment de faire tomber les murs qui empêchent la libre circulation des habitants de la COI dans leur région. Il appartiendra alors aux Réunionnais de se libérer d'un symptôme du colonisé qui s'ignore : le soutien à la politique des visas imposée par Paris à La Réunion qui considère nos voisins comme indésirable alors que des ressortissants de pays d'outre-mer et Europe peuvent entrer à La Réunion avec une simple carte d'identité et peuvent transférer leur domicile dans notre pays et y occuper un travail salarié sans visa. Ce qui est possible pour ceux qui viennent de l'autre côté de l'Afrique doit l'être pour nos voisins. À cela doit s'ajouter une hausse drastique du prix des billets d'avion entre nos pays pour favoriser la connectivité. Faute de quoi, les Réunionnais resteront isolés et continueront de s'enfoncer dans le sous-développement alors que le renforcement des liens avec nos voisins offre à notre peuple la possibilité du développement.

« Espace agricole régional - Un comité de pilotage en place ». Annonce un article de notre confrère de *L'express de Madagascar* » son édition d'hier 29 avril. Cette information vient d'une conférence de presse de Rafaravavita Fika Rasata, ministre des Affaires étrangères de Madagascar. Le ministre rencontrait les journalistes pour présenter un bilan du Sommet des chefs d'État de la Commission de l'océan Indien tenu le 24 avril dernier à Antananarivo, capitale de Madagascar et plus grande ville de l'océan Indien.

Madagascar « a su replacer au cœur de la préoccupation des États membres de la COI la question de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire dans l'Indian-océanie », écrit *«L'Express»* citant Rafaravavita Fika Rasata.

“Dans leurs discours d'ouverture, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la COI ont été unanimes. Tous abondent dans le sens de la création d'un espace agricole commun pour l'Indian-océanie, en phase avec l'objectif fixé par le thème du Sommet qui s'est déroulé la semaine dernière dans la capitale malgache.” Ajoute l'article de notre confrère malgache qui précise que “Selon le ministre Rasata, la concrétisation de ce projet est examinée par un comité de pilotage. Cette entité se penche sur le volet technique du dossier, explique la cheffe de la diplomatie malgache.”

Ce comité de pilotage des aménagements nécessaires pour une harmonisation dans certains secteurs.

“Ces ajustements pourraient concerner la question foncière, les normes sanitaires et phytosanitaires, ainsi que la circulation des biens et des personnes. Le renforcement des échanges commerciaux entre les États membres est également un point sur lequel les chefs d’État et de gouvernement se sont accordés. Les décisions relatives au projet seront prises au niveau du Conseil des ministres de la COI et, si nécessaire, soumises à l’approbation du Sommet des chefs d’État et de gouvernement”, écrit l’Express

La conférence de presse de la ministre des Affaires étrangères, de Madagascar confirme que le 5e Sommet des chefs d’État de la COI ne sera pas sans lendemain. Sécurité et souveraineté alimentaires de la COI étaient à l’ordre du jour. Il s’agit maintenant de concrétiser l’Appel d’Antananarivo pour la Sécurité et souveraineté alimentaires de la COI. La Réunion fait partie des pays concernés par cette initiative de la plus haute importance car concernant un besoin essentiel et commun aux Comores, à La Réunion, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles.

Voici une réécriture du texte avec des formulations différentes, tout en conservant le sens et l’esprit du message :

MADAGASCAR, FUTUR GRENIER DE L’OCÉAN INDIEN

Grâce à la richesse de ses terres, Madagascar a le potentiel de redevenir un pilier agricole pour l’ensemble de la région. Cette capacité pourrait permettre à l’île de répondre aux besoins alimentaires des Comores, de La Réunion, de Maurice et des Seychelles, qui rencontrent des limites dans leur production locale.

Ce serait une solution d’approvisionnement régional, plus proche, plus efficace, et affranchie de la dépendance vis-à-vis des importations lointaines en provenance d’Europe, d’Asie, du Moyen-Orient ou d’Amérique latine. Les jeunes Réunionnais

ont un rôle clé à jouer dans cette dynamique de co-développement. Plutôt que de subir le chômage, de vivre sous dépendance d’aides sociales, d’emplois précaires mal payés ou de devoir partir en France, ils peuvent s’engager activement dans ce projet commun.

AFFIRMONS NOTRE IDENTITÉ DE PEUPLE DE L’OCÉAN INDIEN.

Les Réunionnais ont des compétences à partager et peuvent contribuer à construire une souveraineté alimentaire collective pour la région. Ce choix permettrait aussi de rompre avec l’image d’une Réunion simple relais stratégique de l’Europe, utilisée comme base militaire dans une logique géopolitique étrangère aux aspirations locales. En s’engageant dans cette voie, notre île renouerait avec son histoire et ses racines. Les Réunionnais pourraient alors pleinement s’assumer comme un peuple solidaire de l’océan Indien, en harmonie avec leurs voisins.

L’avenir de notre région se décide maintenant. Il importe que les Réunionnais puissent participer directement aux négociations pour la création de l’espace agricole régional qui préfigure la Communauté de l’océan Indien basée sur le co-développement. Cela signifie notamment de faire tomber les murs qui empêchent la libre circulation des habitants de la COI dans leur région.

L’ESPOIR DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉUNION

Il appartiendra alors aux Réunionnais de se libérer d’un symptôme du colonisé qui s’ignore : le soutien à la politique des visas imposée par Paris à La Réunion qui considèrent nos voisins comme indésirable alors que des ressortissants de pays d’outre-mer et l’Europe peuvent entrer à La Réunion avec une simple carte d’identité et peuvent transférer leur domicile dans notre pays et y occuper un travail salarié sans visa. Ce qui

est possible pour ceux qui viennent de l'autre côté de l'Afrique doit l'être pour nos voisins. A cela doit s'ajouter une hausse drastique du prix des billets d'avion entre nos pays pour favoriser la connectivité. Faute de quoi, les Réunionnais resteront isolés et continueront de s'enfoncer dans le sous-développement alors que le renforcement des liens avec nos voisins offre à notre peuple la possibilité du développement.

M.M.

CHIKUNGUNYA : LA CAMPAGNE DE VACCINATION N'A PAS ÉTÉ PRÉCIPITÉE SELON LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le vaccin Ixchiq du laboratoire franco-autrichien Valneva disposait « de toutes les autorisations de mise sur le marché et des avis scientifiques permettant de l'inclure dans la stratégie vaccinale », a assuré le directeur général de la Santé.

La vaccination contre le chikungunya à La Réunion, interrompue pour les seniors après des événements indésirables graves, n'a pas été lancée de manière précipitée, a assuré le ministère de la Santé, soulignant le respect de toutes les étapes requises et l'équilibre bénéfices-risques.

Les autorités sanitaires ont retiré le 26 avril « sans délai » les plus de 65 ans de la campagne de vaccination pour l'île de l'océan indien et pour Mayotte, après trois « événements indésirables graves », dont un décès.

Lors d'une conférence de presse sur la semaine européenne de la vaccination, des journalistes ont demandé au directeur général de la Santé si cette campagne n'avait pas été lancée trop rapidement. Le Dr Grégory Emery a rétorqué que « trop rapidement voudrait dire que toutes les étapes n'ont pas été respectées, alors qu'elles l'ont été ».

Le vaccin Ixchiq du laboratoire franco-autrichien Valneva disposait « de toutes les autorisations de mise sur le marché et des avis scientifiques permettant de l'inclure dans la stratégie vaccinale », a-t-il indiqué.

« Nombre de personnes réclamaient le vaccin de manière beaucoup plus précoce » que son déploiement effectif, mais « il nous fallait disposer des avis des autorités scientifiques indépendantes, mettre en place des dispositifs de pharmacovigilance renforcée, accompagner l'information », a expliqué le directeur général de la Santé.

Pour ce dernier, « on parle d'effets indésirables graves, certes », mais ils « s'inscrivent dans une dynamique épidémique avec plus de 100.000 cas de "chik" à La Réunion, qui ont un impact important sur le système de santé, avec l'activation du plan blanc au CHU, avec malheureusement les décès observés et les séquelles » futures de la maladie. « On assume d'avancer dans les dynamiques épidémiques comme cela parce qu'il y a, derrière, des vies en jeu », a-t-il plaidé.

Pour autant, « au moindre doute on prend les décisions qui s'imposent », comme la suspension « très rapide » de la vaccination pour les seniors, a noté le Dr Emery, pour lequel « la capacité de réviser des décisions fait partie des éléments conditionnant la confiance ».

Prié de dire pourquoi le gouvernement n'avait pas décidé de suspendre la vaccination pour les autres catégories, il a invoqué le suivi de l'« avis scientifique » de l'agence experte.

« La HAS nous a invités à restreindre la population cible, pas à arrêter la campagne de vaccination », a plaidé le Dr Emery, mais « bien évidemment, si dans les prochains jours ou semaines, d'autres informations étaient portées à notre connaissance, il pourrait aussi y avoir des révisions ».



ZISTWAR TIKOK, PAR CHRISTIAN FONTAINE... ZISTWAR AN KRÉOL DANN TÉMOIGNAGES -51- KALKIL MANTAL

Tikok la trouv in nouvo zé. Récréasion li
zoué èk son dalon Tikarl :

« Kalkil in sif, Tikarl ! Dopli inn ziska 1000 !

– Nèf ! Tikarl i di.

– Di p'amoin, koulou ! Kalkil dann out tèt !

– Bon ! Moin la fine kalkilé.

– Lo sif ou la maziné la, multipli ali par 2 !

– Lé bon !

– Azout dis !

– Wèy !

– Diviz tout lo total par dé !

– Aspèr in... lé bon !...

– Estèr, dann sat ou vien n'trouvé-la, tir lo
sif ou la maziné, tanto-la ! »

Tikarl i réflési, i kont si son doi déyèr son
do, i réponn : « lé bon ! »

« Anon paryé mi koné konbien ou la trouvé
? »

– Alé ?

– Ou la trouv 5 !

– Bin ! Saminm minm ! Koman ou la fé,
don ? Anon rozoué !

« Bon kalkil in sif.

– Dakor !

– Multipli par 2 !

– Paré !

– Azout 40 ansanm !

– Karant... karant... karant... Lé bon,
kontinié !

– Diviz par dé !

– Lé bon.

– Tir lo sif ou la kalkilé d'dan !

– Lé fé !

– E bin, i rès 20 ! Pa vré ?

– Ou la trouv zis ! »...

Tikarl i arvien pa ! Mé konm li lé antisé* po
trouv lo bout, li dmann Tikok po rofèr inn
troizyinm foi. E Tikok i trouv minm ! Alors,
po fini, Tikarl i dmann :

« A ! A ! koman ou i fé don, Tikok ?

– Bin lé fasil ! Tikok i esplik. Lo nonm ou i
di « azout » la, ébin sé touzour son moitié
ou i trouv toutan si la fin ! Si mi di « azout
10 », si la fin i trouv 5 ! si mi di « azout 40
», i trouv « 20 !... »

Tikarl lé kontan li la trouv lo trik. Ek sa, li la
gingn biskui* po la sominn ! Fo oir ali ! Lo
roi lé pa son kouzin !...

Christian Fontaine

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433